



# Reporting template

Côte d'Ivoire

## Participants

1.	Est-ce que les groupes de parties prenantes suivants ont contribué à l'évaluation conjointe, que ce soit oralement ou par écrit ?	
	<b>Group</b>	<b>Yes/ No</b>
	Gouvernement	<input type="checkbox"/> Oui
	Société civile	<input type="checkbox"/> Oui
	Donateurs	<input type="checkbox"/> Oui
	Nations Unies	<input type="checkbox"/> Oui
	Secteur privé	<input type="checkbox"/> Oui
	Milieus universitaire et scientifique	<input type="checkbox"/> Oui
	Autre	<input type="checkbox"/> Non
	Merci de préciser:	
2.	Combien de personnes ont participé au processus d'évaluation conjointe ?	
	<b>Total</b>	
	30	
Parmi les participants, combien y avait-il d'hommes et de femmes ?		
<b>Femme</b>	<b>Homme</b>	
11	19	

## Processus

3.	<p>Les données d'évaluation conjointe ont-elles été recueillies et/ou revues au cours d'une réunion en face à face ou dans le cadre d'échanges de courriels ?</p>						
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="244 488 576 566">Step</th> <th data-bbox="576 488 754 566">Format</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="244 566 576 672">Recueil</td> <td data-bbox="576 566 754 672">Réunion</td> </tr> <tr> <td data-bbox="244 672 576 777">Review and validation</td> <td data-bbox="576 672 754 777">Réunion</td> </tr> </tbody> </table>	Step	Format	Recueil	Réunion	Review and validation	Réunion
Step	Format						
Recueil	Réunion						
Review and validation	Réunion						
4.	<p>Si une réunion de collecte ou de validation des données a eu lieu, merci de joindre une ou plusieurs photo(s).</p>						

Utilité	
5.	Si une réunion de collecte ou de validation des données a eu lieu, pensez-vous que les participants l'ont trouvée utile, voire plus utile que le travail habituel de la plateforme multi-acteurs ?
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
6.	Pourquoi ?
	L'atelier d'auto évaluation tenu du 08 au 10 août 2019 a permis à tous les acteurs d'échanger sur les quatre indicateurs et d'être au même niveau d'information et de compréhension une note consensuelle. Cette approche participative a permis aux différents acteurs issus du secteur privé, des médias, de la société civile, des Partenaires au Développement, du Gouvernement et du milieu académique et de la recherche d'apporter leurs contributions à l'évaluation.

## Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
N'GORAN Patricia	Secrétariat Exécutif /SE-CONNAPE	Secrétaire Exécutif	patricianty@yahoo.fr	07794541	Oui
LEONARD Sophie	UNICEF	Représentante Résidente Adjointe	sleonard@unicef.org	04278394	Oui
TRA BI Tra Constant	Secrétariat Exécutif SE-CONNAPE	Assistant du Secrétaire Exécutif (Point Focal MIRAH au SE-CONNAPE)	bitraconstant@yahoo.fr	09345775	Oui
KOUASSI Francis	Secrétariat Exécutif /SE-CONNAPE	Assistant du Secrétaire exécutif ( Point Focal ministère du plan au SE-CONNAPE)	doctkouassi@yahoo.fr	78739614	Oui
BAMBA Souleymane	Secrétariat Exécutif /SE-CONNAPE	Spécialiste communication	soulmanmax@hotmail.fr	07079698/ 05292222	Oui
N'DRI Faustin	Secrétariat Exécutif /SE-CONNAPE	Responsable chargé de la Plateforme Nationale Intégrée Multisectorielle de Nutrition	ndrifastin2012@gmail.com	04263447	Oui
DELI Berthe Epse KOFFI	Ministère en charge de l'Industrie et du Commerce	Directeur	azodaberthe@gmail.com	20335426 / 01037671	Oui
MABO Jean Jacques Roger	Assemblée des Régions et Districts de CI (ARDI)	Chargé des opérations	maboroger@yahoo.fr	08158418	Oui
BELLA G. Angèle (suppléant)	Fonds Interprofessionnel pour la Recherche Agricole (FIRCA)	Chargée de programme	bella@firca.ci	22528181 / 59092397	Non

## Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
KOUAKOU Koffi (suppléant)	Ministère de l'Enseignement et de la Recherche scientifique	Directeur de la Valorisation scientifique	kouakoukoff@yahoo.fr	09062840	<input type="checkbox"/> Non
Anne-Marie N'DA KOUASSI	FAO	Spécialiste Nutrition	Abah.ndakouassi@fao.org	05684339 / 57457787	<input type="checkbox"/> Oui
CASSY Marius	UNICEF	Spécialiste Nutrition	mcassy@unicef.org	05011487	<input type="checkbox"/> Oui
YAPI Simone Marthe	Ministère Femme Famille et Enfant	Sous-directeur de la Planification	yapisimone@yahoo.fr	07879520	<input type="checkbox"/> Oui
KOSSA Viviane Kanga	Ministère de l'emploi et de la Protection Sociale (MEPS)	Directeur	kossaviane@yahoo.fr	08558535	<input type="checkbox"/> Oui
AHOUA Brou	Confédération des Grandes Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI)	Responsable des Affaires Scientifiques	bahoua@yahoo.fr	71208112	<input type="checkbox"/> Oui
SERI Kanon	Ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (MINASS)	Directeur de la Planification (DSPA)	Jean-seri@hotmail.com	07627282	<input type="checkbox"/> Oui
ANON Bertin (Suppléant)	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)	Directeur de la Production, de la Valorisation et de la Sécurité Alimentaire (DPVSA)	Anonbertin@yahoo.fr	07687194	<input type="checkbox"/> Non
AKA Géraldine (Suppléant)	Ministère de l'Economie et des finances	Chargée d'études	dina_aka@ymail.com	49044560	<input type="checkbox"/> Non

## Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
YOBOUE Sabine (Suppléant)	Association Nationale des Organisations Paysannes de CI (ANOPACI)	Technicienne	agahkouess@gmail.com	47731016	Oui
KOUAME Oka René	PNN/Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique (MSHP)	Directeur	reneoka@gmail.com	07674118	Oui
TRE BI Tré Christian	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH)	Sous-directeur	trebichristian@gmail.com	57898992	Oui
KOBLAN Ange	ACF	Chargé de plaidoyer	plaidoyer@ci-actioncontrelafaim.org	54254114	Oui
YOBOUET Simplicie	MENETFP/ DSPS	Chef de service	ygrekess@gmail.com	08213133	Oui
DON Mariane Dominique Colombe (Suppléant)	MPD/ DGPLP/ DPIP	Suppléant Chargée d'études	marianedominiquecolombe@gmail.com	48791846	Non
OUATTARA Issa	Fédération des Petites et Moyennes Entreprises (FIPME)	Directeur	hissaouattara@yahoo.fr	07041634	Oui
GNIONSAHE Hélène	ALLIANCE SUN	PCA de la Convention de la Société Civile	gnonsalene@yahoo.fr	07698114	Oui
Eric S. DEZA	HKI	Chargé de projet	zdezasepou@hki.org	56435859	Oui

## Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
TAHI Alain	Fédération Active des Consommateurs de Côte d'Ivoire (FACACI)	PCA	infosfacaci@gmail.com	20226206/ 07963501	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
ASSA Antoine Arthur	Ministère en charge de l'hydraulique Humaine (Ministère des Infrastructures Economiques)	Directeur de l'approvisionnement en eau potable	assaarthur58@gmail.com	20225516/ 07380899	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Sidibé de Maféré	Nutrimédia	Président du réseau	Nutrimediaci2015@gmail.com	01131346	<input checked="" type="checkbox"/> Oui





## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### Marqueur de progrès n° 1.1 : choisir/développer des mécanismes de coordination au niveau national

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ L'arrêté portant organisation et fonctionnement du Comité Technique du Conseil National pour la Nutrition (CNN) est signé 2 novembre 2018; □ L'arrêté portant organisation et fonctionnement des Comités Régionaux pour la Nutrition (CRN) est signé le 2 novembre 2018 ; □ Un décret portant création du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le développement de la petite enfance est adopté le 26 juin 2019. □ L'arrêté portant organisation, fonctionnement de la plateforme nationale multisectorielle d'information pour la nutrition a été signé le 21 septembre 2018. □ Le cadre commun de Suivi Evaluation du Plan National Multisectoriel de Nutrition (PNMN) est validé.



## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### Marqueur de progrès n° 1.2 : coordonner en interne et élargir l'adhésion/faire participer d'autres acteurs pour de plus fortes répercussions

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Les réseaux des parlementaires, de la société civile, du milieu académique, des Partenaires techniques et financiers, et des médias sont fonctionnels. □ Le réseau du secteur privé pour la nutrition mis en place ; □ Prise en compte de nouveaux acteurs : HERSEY et TRECC. □ L'installation officielle des Comités Régionaux est en cours. □ La mise en place des comités thématiques pour l'enrichissement des aliments, l'alimentation scolaires, l'Allaitement ; le Développement de la Petite Enfance, la plateforme intégrée de suivi des données multisectorielle de nutrition avec de nouveaux acteurs.



## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### Marqueur de progrès n° 1.3 : contribuer/s'engager au sein de la plateforme multi-acteurs

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Cadre commun de Suivi et Evaluation du PNMN validé □ Les rapports de mise en œuvre des Plans d'actions Opérationnels (PAO) sectoriels 2018 des différents acteurs sont disponibles ; □ Les rapports des différents réseaux sont disponibles ; □ L'appui aux réseaux : l'accompagnement du STP-CNN au réseau de la société civile dans la rédaction des projets, les appels d'offre et la mise en œuvre (Financement NAF et financement UNOPPS); au réseau académique ; □ PAO 2019 élaboré □ Le plan d'accélération du PNMN 2019 – 2021 est élaboré □ Plan d'élimination des troubles liés aux carences en iode élaboré □ Politique nationale de l'allaitement élaborée □ Projet de décret portant création de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire en cours



## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### Marqueur de progrès n° 1.4 : suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion critique sur ses propres contributions et réalisations

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Un cadre commun de suivi évaluation et de résultats est mis en place et fonctionnel. □ Organisation des réunions du comité technique, du comité décisionnel et des sous-comités thématiques ; □ Rapports de mise en œuvre des Plans d'action Opérationnels (PAO) 2018 des différents acteurs présentés ; □ Manuel de procédures de Suivi et Evaluation du PNMN opérationnel avec l'appui financier de la Banque Mondiale ; □ Mise en place de l'Unité de Gestion du Projet de la Plate-forme Nationale Multisectorielle d'Information en Nutrition (PNMIN) avec l'appui financier de l'Union Européenne et l'appui technique de l'UNICEF ; □ Rapport de l'étude de l'Examen stratégique Faim Zéro validé et sa feuille de route adoptée ; □ Centre d'Excellence Régional de Lutte contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) créé, avec pour siège, Abidjan.



## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### Marqueur de progrès n° 1.5 : maintenir l'impact politique de la plateforme multi-acteurs

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Passage de l'ancrage institutionnel de la plateforme de la Primature a la Vice-Présidence : le CNN initialement présidé par le Premier Ministre est devenu CONNAPE depuis le 26 mai 2019 présidé par le Vice-Président de la République ; □ Organisation d'une concertation régionale pour le suivi des feuilles de routes « faim zéro » □ Le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition a été inauguré en présence de hautes autorités nationales, régionales et internationales. □ Réseau des parlementaires pour la nutrition est fonctionnel ; □ Plusieurs ministères techniques et partenaires stratégiques impliqués ; □ Questions de nutrition dans le Programme d'Investissement Public (PIP) par les ministères sectoriels prises en compte ; □ Ressources humaines, financières et de la gouvernance en cours de renforcement ; □ Référence du PNMN dans l'élaboration des documents stratégiques des ministères et différents réseaux



## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### Renforcer la nutrition au niveau local

1.	Does the multi-stakeholder platform (MSP) exist at the sub-national level?		
	<input type="checkbox"/> Oui		
2.	Si oui, dans combien de provinces, districts ou régions ?		
	<b>Provinces</b>	<b>Districts</b>	<b>Regions</b>
			31
3.	Who convenes the MSP at the sub-national level? Please explain, if applicable:		
	- 31 régions conformément à l'arrêté de création des CORNAPE (à ce jour trois sont fonctionnel). - Le Préfet de Région pour le Comité Régional de Nutrition et le Sous-Préfet pour le Comité sous-préfectoral de nutrition.		
4.	Y a-t-il des échanges réguliers entre les plateformes multi-acteurs nationales et locales ?		
	<input type="checkbox"/> Oui		
5.	Les membres de la plateforme multi-acteurs locale se réunissent-ils régulièrement ?		
	<input type="checkbox"/> Oui		
6.	Which Governmental sectors work with the MSP at the sub-national level? Please explain, if applicable		
	Au niveau local, la plateforme est présidée par le Préfet de Région qui travaille avec toutes les structures déconcentrées de l'Etat (les différentes Directions Régionales/Directions départementales des ministères techniques).		
7.	Does the sub-national multi-stakeholder platform or platforms work with civil society, business, the UN and donors?		
	Oui.		



## PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

### RÉSUMÉ DU PROCESSUS 1 : Rassembler les acteurs dans un espace commun

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Dans le cadre du fonctionnement de la plateforme nationale du Mouvement SUN en Côte d'Ivoire, de nombreux avancements ont été notés : □ Le passage de l'ancrage institutionnel de la plateforme de la Primature à la Vice-Présidence. Ainsi, un décret portant création, organisation et fonctionnement du Conseil National pour la Nutrition, l'Alimentation et le développement de la Petite Enfance (CONNAPE, ex CNN) a été adopté en conseil des Ministres le 26 juin 2019 ; □ L'adhésion de nouveaux acteurs dans les différents réseaux (donateurs, sociétés civiles nationales et internationales, le secteur privé) ; □ Le cadre réglementaire national est renforcé à travers la signature des arrêtés portant organisation et fonctionnement du Comité Technique, des Comités Régionaux pour la Nutrition (CRN) et de la plateforme Nationale multisectorielle d'information pour la nutrition ; □ Les réseaux des parlementaires, de la société civile, du milieu académique, des Partenaires techniques et financiers, et des médias sont fonctionnels ; □ Le plan d'accélération du PNMN 2019 – 2021 intégrant le plan National Multisectoriel de l'allaitement et le plan d'élimination des troubles liés aux carences en iode, a été élaboré. □ Le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) basé à Abidjan a été inauguré en présence de hautes autorités nationales, régionales et internationales.



## PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

### Marqueur de progrès n° 2.1 : analyser en permanence les politiques et législations en vigueur dans le domaine de la nutrition

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Prise du décret rendant obligatoire l'enrichissement de la farine en fer et en acide folique, de l'huile en vitamine A et du sel en iode. □ Etude de faisabilité de la fortification du riz en Côte d'Ivoire est réalisé ; □ Prise d'un arrêté de Premier Ministre portant création de l'Alliance National pour l'Enrichissement des Aliments en Côte d'Ivoire le 2 novembre 2018 ; □ Note de politique et du plan d'actions de l'allaitement validés □ Rapport de l'étude de l'Examen Stratégique Faim Zéro disponible et sa feuille de route adoptée □ Stratégie nationale de protection sociale adoptée le Gouvernement □ Programme Social du Gouvernement qui prend en compte les secteurs sensibles et spécifiques a la nutrition ; □ Politique et stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire élaborée; □ Mise en application du Décret 2016-1152 du 28 décembre 2016 rendant certaines normes d'application obligatoires dont les normes alimentaires. □ Rapport volontaire pays sur les ODD réalisé y compris l'ODD2.





## PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

### Marqueur de progrès n° 2.2 : s'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Révision de la politique genre et équité; □ Le plan d'action de la résolution 1325 (autonomisation de la femme et lutte contre les VBG) en cours de validation ; □ Plaidoyer et renforcement des capacités des parlementaires en décembre 2018 ; □ Financement UNOPS en faveur de la société civile pour mener des plaidoyers pour contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel des ménages; □ Plaidoyer effectif des différents réseaux pour l'intégration et le financement de la nutrition dans les différents documents stratégiques ; □ Mission de partage d'expérience à Amsterdam pour la mise en place des plateformes nationales d'information pour la nutrition en mai 2019 ; □ Participation au Conseil d'administration du PAM et à la réunion du groupe Lead du mouvement SUN à Rome en février 2018 ; □ Mission conduite par le Vice-Président de la République pour le partage de l'expérience de la Cote d'Ivoire au Mali sur les progrès relatifs aux indicateurs SUN; □ Admission de la Cote d'Ivoire au groupe Lead du Mouvement SUN.



## PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

### Marqueur de progrès n° 2.3 : élaborer ou actualiser des cadres politiques et juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés et harmonisés des parties prenantes nationales

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Participation des parties prenantes à l'élaboration des politiques : note politique allaitement, plan national multisectoriel pour l'allaitement, le plan national de lutte contre les TDCI (Troubles dus aux carences en iode), le plan d'accélération multisectoriel de nutrition, etc. □ Etude en cours sur les violations du code de commercialisation des substituts du Lait maternel ; □ Décret rendant obligatoire l'enrichissement de la farine en fer et en acide folique, de l'huile en vitamine A et du sel en iode pris ; □ Points focaux du Comité Technique du CNN facilitant la mobilisation de la plateforme identifiée ; □ Fonctionnement effectif des réseaux ; □ Les arrêtés d'application du Décret CCSLM (code de commercialisation des substituts du lait maternel) ont été pris et sont en cours de signature ; □ Réalisation d'une étude de faisabilité de l'enrichissement du riz en Côte d'Ivoire.



## PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

### Marqueur de progrès n° 2.4 : rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques

Note finale	Last year's data used
3	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Adoption en mars 2019 de quatre lois sur le code de la famille en vue renforcer l'égalité et l'équité au sein des familles; □ Décret rendant obligatoire l'enrichissement de la farine en fer et en acide folique, de l'huile en vitamine A et du sel en iode adopté, en lieu et place d'un arrêté et la redynamisation de la plateforme ; □ Les arrêtés d'application du décret de commercialisation des substituts du lait maternel, des lois relatives à la protection de la maternité et des congés parentaux et paternels, en cours d'adoption □ Réglementations sur la sécurité sanitaire des aliments appliquées □ Droit à l'alimentation intégré dans les principes fondamentaux de la loi d'orientation agricole votée en 2015 et fait partie des droits des enfants.



## PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

### Marqueur de progrès n° 2.5 : mener un suivi et rédiger des rapports pour l'apprentissage et le maintien de l'impact des politiques et de la législation

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Evaluation Nutritionnelle selon la méthodologie SMART est en cours □ Analyse des déterminants des données de la nutrition de la MICS 2016 ; □ Résultats de l'enquête nationale de suivi de la sécurité alimentaire (SAVA 2018) diffusés ; □ Rapport volontaire pays des ODD y compris l'ODD 2 □ Cartographie 2018 des interventions et des intervenants en matière de nutrition disponible ; □ Renforcement des capacités des acteurs de la plateforme sur la formulation des questions de politique nutritionnelle ; □ Des questions pertinentes de politiques nutritionnelles ont été formulées avec les parties prenantes ; □ Le renforcement des parties prenantes en suivi évaluation et en analyse et collecte des données nutritionnelles a été réalisé □ Validation du guide de mise en place des Foyers de Renforcement des Activités de Nutrition Communautaire (FRANC) ; □ Elaboration du Paquet Minimum d'Activité des FRANC (PMA).



## PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

### SUMMARY: Ensuring a coherent policy and legal framework

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Le cadre politique et juridique a été renforcé afin de permettre aux parties prenantes de travailler ensemble pour l'amélioration des résultats de la nutrition. Les politiques, stratégies et législations ont été mises à jour. Cela s'est traduit par : Au niveau politique □ La validation de la note de politique et du plan d'actions de l'allaitement ; □ Le droit à l'alimentation intégré dans les principes fondamentaux de la loi d'orientation agricole votée en 2015 et faisant partie des droits des enfants. □ L'étude de faisabilité de la fortification du riz en Côte d'Ivoire est réalisée en vue de mettre en place un cadre réglementaire ; □ Le programme Social du Gouvernement qui prend en compte les secteurs sensibles et spécifiques à la nutrition ; □ La politique et stratégie Nationale d'Alimentation Scolaire sont élaborées; □ Le plaidoyer effectif des différents réseaux pour l'intégration et le financement de la nutrition dans les différents documents stratégiques ; □ L'admission de la Côte d'Ivoire au groupe Lead du Mouvement SUN ; □ L'adoption en mars 2019 de quatre lois sur le code de la famille en vue renforcer l'égalité et l'équité au sein des familles; □ Le renforcement des capacités des acteurs sectoriels pour la formulation des questions pertinentes en vue d'influencer les politiques, les investissements et la mise en œuvre des activités de nutrition. Au niveau juridique □ La prise du décret rendant obligatoire l'enrichissement de la Farine en fer et en acide folique, de l'huile en vitamine A et le sel en iode ; □ L'application des réglementations sur la sécurité sanitaire des aliments ; □ La mise en application du Décret 2016-1152 du 28 décembre 2016 rendant certaines normes d'application obligatoires dont les normes alimentaires ; □ La réglementation sur la sécurité sanitaire des aliments appliquées formulées avec les parties prenantes



## PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

### Progress marker 3.1: Continuously analyse existing nutrition-relevant policies and legislation

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Etude d'acceptabilité sur les micro nutriments réalisée. □ Cartographie des intervenants et des interventions de la petite enfance en cours d'élaboration ; □ Cadre de suivi et évaluation multisectoriel validé ; □ Auto-évaluation de la plateforme nationale multi acteurs réalisée ; □ Politiques et programmes analysés et feuille de route du rapport de l'Examen Stratégique Faim Zéro élaborée et diffusée; □ Ressources financières (STP, réseaux) disponibles ; □ Les Unités de gestion des projets PNMIN et PMNDPE sont mises en place et opérationnelles ; □ Concertation sectorielle réalisée dans le cadre de l'élaboration des projets multisectoriels d'appui à la mise en œuvre du PNMN ;



### PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

Marqueur de progrès n° 3.2 : traduire les cadres politiques et juridiques en un cadre commun de résultats pouvant être mis en œuvre afin de renforcer la nutrition aux niveaux national et local

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

Arrêté de mise en place des Comités Régionaux est signé ;  Le guide d'opérationnalisation des Comités régionaux est validé ;  Cadre commun de Suivi et Evaluation du PNMN est opérationnel;  Manuels de procédure de mise en œuvre du Projet Multisectoriel de nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PMNDPE) validés ;  Guide FRANC est validé ;  Paquets minimums d'activités des Agences d'Exécution Locale (AEL) et FRANC validés ;  Guide des plateformes au niveau décentralisé validé ;  Rapport de l'étude de l'Examen Stratégique Faim Zéro et sa feuille de route validés et diffusés ;  Auto-évaluation Juillet 2018 - Juillet 2019 réalisée avec toutes les parties prenantes.



### PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

## Marqueur de progrès n° 3.3 : organiser et mettre en œuvre les priorités annuelles conformément au cadre commun de résultats

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Plans Annuels Opérationnels des acteurs en cours de mise en œuvre ; □ Capacités des acteurs renforcées (Renforcement des capacités des ministères techniques pour l'alignement de leurs plans opérationnels au cadre commun des résultats, des capacités des acteurs à la collecte, à l'analyse des données sur la nutrition) ; □ Rapport de l'étude de l'Examen Stratégique Faim Zéro et sa feuille de route validés et diffusés; □ Elaboration de plusieurs documents : le guide FRANC, le guide des opérations des plateformes multisectorielles et multi-acteurs de nutrition, le paquet minimum des activités des FRANC, mobilisation communautaire, communication institutionnelle; □ Plan d'allaitement validé et financement acquis ; □ Plan des TDCI validé et financement acquis. □ Recrutement des Agents d'Exécution Local (AEL) ; □ Mise en place de l'UGP (Unité de Gestion de Projet) du PMNDPE (Projet Multisectoriel de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance).





### PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

## Marqueur de progrès n° 3.4 : assurer un suivi conjoint des actions prioritaires conformément au cadre commun de résultats

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

Mise en œuvre d'un projet pour le développement d'une Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information sur la Nutrition (PNMIN);  Cadre de suivi évaluation multisectoriel opérationnel ;  Communication en conseil des Ministres de l'état d'avancement de la mise en œuvre du PNMN tous les trimestres;  Un site web d'information existe et est opérationnel ;  Des réunions du Comité Technique et Comité Décisionnel se tiennent régulièrement.  Le suivi des recommandations de l'auto-évaluation 2018 a été réalisé



## PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

### Marqueur de progrès n° 3.5 : évaluer la mise en œuvre des actions pour comprendre, atteindre et maintenir leurs effets sur la nutrition

Note finale	Last year's data used
3	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Les conclusions et les recommandations de l'auto-évaluation 2018 de la plateforme nationale multi acteurs ont été réalisées ; □ Bilan des plans d'actions opérationnels des acteurs réalisé et partage des bonnes pratiques en matière de nutrition partagées ; □ Mise en place d'un outil de centralisation, d'analyse et de diffusion des données en cours ; □ Centre d'Excellence contre la faim (CERFAM) inauguré et opérationnel. □ L'enquête nationale sur l'état nutritionnel (SMART 2019) en cours ;



### PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

#### **SUMMARY: Aligning actions around common results**

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

En vue de l'alignement des parties prenantes et de la convergence des actions plusieurs documents ont été élaborés pour s'assurer que tous, notamment les femmes et les enfants, bénéficient d'une meilleure nutrition. Ainsi, - Le cadre commun de suivi évaluation multi sectoriel du PNMN existe ; - Le suivi des recommandations de l'auto-évaluation 2018 a été réalisé ; - La cartographie des interventions et des intervenants en nutrition a été réalisée ; - La feuille de route de l'examen Stratégique Faim Zéro a été élaborée validée et diffusée ; - Le Centre d'Excellence contre la faim (CERFAM) est inauguré et opérationnel. - Le Plan d'accélération de la mise en œuvre du PNMN y compris le plan d'allaitement et le plan d'élimination des TDCI est élaboré et validé ; - Le Guides des opérations Multisectoriel des Comités Régionaux est valides ; - Le site web d'information en matière de nutrition existe et est opérationnel.



## PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

### Marqueur de progrès n° 4.1 : chiffrer et évaluer la faisabilité financière du cadre commun de résultats

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Le programme social du gouvernement d'un montant de 727,5 milliards de FCFA prenant en compte les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition. □ L'engagement budgétaire annuel du gouvernement est assuré à hauteur de 15%. □ L'existence d'un cadre de suivi budgétaire annuel des partenaires au développement permet d'apprécier le niveau des mobilisations de ressources pour la mise en œuvre du PNMN 2016-2020 □ La matrice de suivi financier du PNMN est régulièrement mis à jour avec le trésor et les différents partenaires financiers ; □ la Société Civile Engagée pour la Nutrition bénéficie du financement d'UNOPS 200 millions de CFA. □ Revue du PNMN et élaboration du plan accéléré 2019-2021; □ L'élaboration du Plan National Multisectoriel de l'allaitement 2019 – 2021 a été chiffré 5 milliards de FCFA ; □ L'élaboration du plan d'élimination des Troubles Dus aux Carences en Iode (TDCI) 2019 – 2021 a été un milliards de FCFA.



## PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

### Marqueur de progrès n° 4.2 : assurer un suivi du financement de la nutrition et rédiger des rapports à ce sujet

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Les interventions sensibles et directes ont été identifiées, chiffrées et sont retracées dans le Programme d'Investissement Public ; □ Les mécanismes de suivi sont mis en place à travers la nomenclature du Budget (Système Intégré de Gestion du Budget), la matrice de suivi des intentions des partenaires déclarées lors de la table ronde pour la mobilisation effective des ressources, le Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures (COMOREX), le Système Intégré d'Analyse, de Programmation et de Suivi-Evaluation (SINAPSE), le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) ; □ Une Plateforme Multisectorielle d'Informations en Nutrition (PNMIN) est opérationnelle ; □ Existence des rapports d'exécution des projets sensibles et spécifiques à la Nutrition au sein des Ministères ; □ Existence d'un rapport de coordination des activités du CNN ; □ Le traçage des dépenses de nutrition est en cours ; □ Elaboration du support de suivi de la mobilisation des ressources auprès des PTF par le STP-CNN.



## PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

### Marqueur de progrès n° 4.3 : renforcer et aligner les ressources, et notamment, combler les manques de financement

Note finale	Last year's data used
4	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Un mécanisme de suivi est mis en place à travers le budget de l'Etat et la matrice de suivi des engagements des partenaires lors de la table ronde pour la mobilisation des ressources ; □ La mobilisation des ressources tant domestiques qu'externes se fait de façon continue ; □ Le plaidoyer pour la nutrition est continu aussi bien pour le Gouvernement, les populations que pour les Partenaires au Développement ; □ L'inscription du PNMN au Plan National de Développement (PND) 2016-2020 ainsi qu'au PIP ; □ L'existence des services de la dette publique au Ministère de l'Economie et des Finances, du Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures (COMOREX) ; □ Rencontre entre le Groupe des Partenaires au Développement / Gouvernement pour la mobilisation et le suivi continu des ressources.



## PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

### Marqueur de progrès n° 4.4 : concrétiser les promesses de financements

Note finale	Last year's data used
3	Oui

#### Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Financement de la BAD pour la mise en œuvre du Plan national Multisectoriel de l'Allaitement à hauteur de 5 milliards □ Contribution du C2D à hauteur de 7,3 milliards FCFA pour la santé et la nutrition □ Financement du royaume d'Espagne pour l'Eau, Hygiène et l'Assainissement à hauteur de 5 milliard □ Un projet dénommé : Projet Multisectoriel de Nutrition et de Développement de la Petite Enfance (PMNDPE) chiffré à 60 millions de dollars a été élaboré. Ce projet a bénéficié d'un prêt de la Banque Mondiale à hauteur de 50 millions de Dollars et d'un don de 10 millions dollars de POWER of NUTRITION est en cours d'exécution. □ Contribution de l'Union Européenne, à travers le financement du Projet NPIN (Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information sur la Nutrition) d'un cout d'environ 1,04 Milliards de FCFA est en cours d'exécution. □ Contribution de la compagnie HERSHEY à travers l'ONG Internationale PPB pour la production de suppléments nutritionnels (Projet VIVI Nutrition) à hauteur de 2 milliards FCFA. □ Financement des activités de Nutrition dans le Plan Annuel de Travail (PAT) UNICEF. □ Appui technique et financier des autres partenaires PAM, HKI, FAO, la BAD pour la réalisation d'activités ponctuelles. □ Le Gouvernement financera la création du Centre d'Excellence Régional de Lutte contre la Faim à hauteur de 700 Millions de FCFA net par an, en plus de la prise en charge des locaux et des émoluments du personnel. □ PAO du Nord chiffré environ 10 milliards avec un complément de 2,3 milliards à rechercher □ Une destination budgétaire du PNMN / Secteur Gouvernance est inscrite sur le Budget de la Primature. □ Financement octroyé par la BAD dans le cadre du programme AGROPOLE du Bélier 1.5 milliards de FCFA. □ Projet ECT avec MAP International relatif aux actions spécifiques de la nutrition NB. L'appui financier des partenaires sur la période 2016- 2018 s'élève à 101,59 milliards soit un taux de réalisation de 25,34% sur les intentions de financement déclaré de 401 milliards de FCFA.



**PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources** Suivi financier et mobilisation des ressources

**Marqueur de progrès n° 4.5 : Assurer la prévisibilité du financement pluriannuel pour soutenir les résultats des mises en œuvre et leurs répercussions sur la nutrition**

Note finale	Last year's data used
4	Oui

**Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée**

□ Existence de mécanismes de financement pluriannuels dans lesquels, la nutrition partie intégrante du PND, y figure. □ Existence de document de références budgétisé produits sur la base de la chaine Prospective, Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-Evaluation (PPPBSE) permet dans le dialogue de gestion des institutions de faire un arbitrage de financement des programmes et projets à mettre en œuvre. □ Prise en compte de la nutrition dans les Cadres de Dépenses à Moyen Terme des Ministères Sectoriels. □ Existence de projection à Moyen terme à travers le PIP dans lequel la nutrition a été intégrée avec une nouvelle nomenclature qui lui est propre. □ Mise en vigueur de conventions des projets de nutrition (PMNDPE, NPIN) et signature de deux accords de financement entre la Compagnie Hershey et le Gouvernement pour la mise en œuvre du projet de nutrition VIVI □ Les PTF disposent de ressources propres et de mécanisme permettant de contribuer au financement du PNMN





## PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

### SUMMARY: Financial tracking and Resource mobilisation

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

L'existence d'un cadre de suivi budgétaire annuel des partenaires au développement permet d'apprécier le niveau des mobilisations de ressources pour la mise en œuvre du PNMN 2016-2020 La matrice de suivi financier du PNMN est régulièrement mis à jour avec le trésor et les différents partenaires financiers. Le suivi financier et la mobilisation des ressources sur la période rapportée fait le point suivant ; Au niveau des engagements du gouvernement - L'engagement budgétaire du gouvernement sur le plan s'élève à 15%. - Les interventions sensibles et directes ont été identifiées, chiffrées et sont retracées dans le Programme d'Investissement Public ; - Le programme social du gouvernement d'un montant de 727,5 milliards de FCFA prenant en compte les interventions sensibles et spécifiques à la nutrition. - Les mécanismes de suivi sont mis en place à travers la nomenclature du Budget (Système Intégré de Gestion du Budget), la matrice de suivi des intentions des partenaires déclarées lors de la table ronde pour la mobilisation effective des ressources, le Comité de Mobilisation des Ressources Extérieures (COMOREX), le Système Intégré d'Analyse, de Programmation et de Suivi-Evaluation (SINAPSE), le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP), le Système Intégré de Gestion des Marchés Publics (SIGMAP) ; - Le traçage des dépenses de nutrition au niveau des différents secteurs en cours permettra d'apprécier le niveau de décaissement du gouvernement. Au niveau des engagements des bailleurs L'appui financier des partenaires sur la période 2016- 2018 s'élève à 101,59 milliards soit un taux de réalisation de 25,34% sur les intentions de financement déclaré de 401 milliards de FCFA.

## Outcome marker

### **Renforcement des interventions spécifiques à la nutrition**

Final score:

### **Renforcement des interventions sensibles à la nutrition**

Final score:

### **Résumé du marqueur de résultat : Interventions sensibles et Spécifiques à la nutrition**

## Réseau du secteur privé SUN

1.	Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel le secteur privé coordonne ses actions de nutrition ?
	En cours
2.	Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?
	- Le Réseau du Secteur Privé pour la Nutrition l'Alimentation et le Développement de la Petite Enfance en Côte d'Ivoire (RSP NAPE CI)
3.	Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?
	<b>Name:</b> FIPME (Fédération Ivoirienne des PME) : OUATTARA Issa <b>Email:</b> hissaouattara@yahoo.fr)
4.	Si la réponse est oui, une stratégie a-t-elle été formulée et alignée sur le plan national de nutrition ?
	En cours
5.	Si la réponse est oui, des financements ont-ils été obtenus au moins pour les 6 prochains mois ?
	Non
6.	Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec le secteur privé et les entreprises en général ?
	Oui
7.	Le rôle du secteur privé est-il défini ou précisé dans le plan national d'action de nutrition ?
	Oui
8.	Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)
	- Construction en cours d'une usine pour la fabrication d'aliments thérapeutiques et de suppléments thérapeutiques ; - Organisation des journées scientifiques sur le système sécurité sanitaire des aliments en Côte d'Ivoire - Financement du projet de nutrition VIVI avec Hersey et PPB ; - Contribution au financement du PMNDPE à travers Power of Nutrition ; - Appui technique et financier à l'élaboration des documents

## Principales contributions du secteur privé / des entreprises aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

### **Contributions au Processus 1**

*Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun*

- Membre du CONNAPE - Participation aux réunions du Comité Technique

### **Contributions au Processus 2**

*Garantir un cadre politique et juridique cohérent*

- Organisation des journées scientifiques sur le système sécurité sanitaire des aliments en Côte d'Ivoire : Cadre institutionnel, défis et perspectives

### **Contributions au Processus 3**

*Aligner les actions sur des résultats communs*

- L'organisation des journées scientifiques sur le système sécurité sanitaire des aliments en Côte d'Ivoire : est en cohérence avec l'axe 4 du PNMN relatif à cette thématique.

### **Contributions au Processus 4**

*Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources*

- Participation à la table ronde - Contribue au financement du plan ( secteur privé international)

Réseau de la société civile SUN	
1.	Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel le secteur privé coordonne ses actions de nutrition ?  <b>Oui</b>
2.	Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?  - Alliance SUN Cote d'Ivoire (ex SCIEN)
3.	Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?  <b>Name:</b> Madame - GNIONSAHE Helene Présidente du Conseil d'Administration. Contact 00225 07698114 ; <b>Email:</b> gnonsalene@yahoo.fr
4.	Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec la société civile dans son ensemble ?  <b>N/A</b>
5.	Merci de fournir plus d'informations :
6.	Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)  - Sensibilisation auprès des parlementaires et des partenaires techniques et financiers à travers le petit déjeuner de l'Alliance SUN Côte d'Ivoire - Rencontre avec la Banque Africaine de développement menée un plaidoyer - Organisation de la journée de l'allaitement - Mise en place et formation de la coordination alliance SUN du PORO et de la BAGOUE - Voyage de partage d'expérience au Burkina Faso - Formation en analyse budgétaire pour renforcer les capacités des acteurs pour faire le traçage des dépenses en nutrition - Plaidoyer mené au plus haut niveau politique qui résulté par une rencontre avec le Ministre de la Santé et de l'hygiène publique, le Directeur du Programme National de Nutrition et de la responsable en charge de la Nutrition à la Banque Africaine de développement.

## Principales contributions de la société civile aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

### Contributions au Processus 1

*Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun*

- Alliance SUN Côte d'Ivoire regroupe plusieurs OSC notamment, • L'Association des puéricultrices de Côte d'Ivoire • Syndicat national des sages-femmes ivoiriennes • Elaboration d'un plan d'action avec les parties prenantes

### Contributions au Processus 2

*Garantir un cadre politique et juridique cohérent*

- Existence d'un Statut et règlement intérieur - Existence des manuels de gestion et de procédures - Existence du récépissé de dépôt aux autorités administratives

### Contributions au Processus 3

*Aligner les actions sur des résultats communs*

- Mise en place des coordinations régionales dans 4 régions (Poro, Tchologo, Bagoué, Marahoué) - Formation des membres des coordinations régionales en Nutrition, en Genre et en techniques de plaidoyer - Rencontre trimestrielle avec les autres réseaux qui ont un intérêt pour la nutrition

### Contributions au Processus 4

*Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources*

- En 2018, l'Alliance SUN Côte d'Ivoire a mis en œuvre avec l'appui d'Action Contre la faim et du STP CNN un projet de sensibilisation pour un engagement soutenu en faveur de la Nutrition en Côte d'Ivoire d'un montant de 95.500 dollars - En Avril 2019, l'Alliance SUN Côte d'Ivoire a bénéficié d'un financement d'UNOPS de 199.406 dollars

## Réseau des donateurs SUN

1.	<p>Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel les donateurs coordonnent leurs actions de nutrition ?</p> <p><b>Oui</b></p>
2.	<p>Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?</p> <p>- Partenaires techniques et Financiers pour la Nutrition (PTF)</p>
3.	<p>Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?</p> <p><b>Name:</b> - Sophie LEONARD Représentante Résidente ai UNICEF Cote d'Ivoire <b>Email:</b> sleonard@unicef.org.</p>
4.	<p>Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec l'ensemble des donateurs ?</p> <p><b>N/A</b></p>
5.	<p>Merci de fournir plus d'informations :</p> <p>Les donateurs et Nations Unies travaillent ensemble</p>
6.	<p>Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)</p> <p>La mise en place de plateformes thématiques locales apparaît comme une bonne approche institutionnelle pour créer des synergies locales dans la gestion holistique des situations et accélérer l'atteinte des résultats concernant les différentes cibles des Programmes de nutrition (PTF nutrition); La responsabilisation des personnes désignées dans la communauté pour la délivrance de services au bénéfice des communautés favorise l'adhésion et la confiance de la population à ces services (FRANC, etc.). Le renforcement du plaidoyer dans les secteurs sensibles à la nutrition pour une plus grande intégration de ce domaine dans leur planification.</p>

## Principales contributions des donateurs aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

### **Contributions au Processus 1**

*Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun*

### **Contributions au Processus 2**

*Garantir un cadre politique et juridique cohérent*

### **Contributions au Processus 3**

*Aligner les actions sur des résultats communs*

### **Contributions au Processus 4**

*Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources*



## Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN

1.	<p>Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel les Nations Unies coordonnent leurs actions de nutrition ?</p> <p><b>Oui</b></p>
2.	<p>Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?</p> <p>- Partenaires techniques et Financiers pour la Nutrition (PTF)</p>
3.	<p>Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?</p> <p><b>Name:</b> Sophie LEONARD Représentante Résidente ai UNICEF Cote d'Ivoire. 00225 04278394, <b>Email:</b> sleonard@unicef.org</p>
4.	<p>Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec les Nations Unies ?</p> <p><b>N/A</b></p>
5.	<p>Merci de fournir plus d'informations :</p>
6.	<p>Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)</p> <p>La mise en place de plateformes thématiques locales apparaît comme une bonne approche institutionnelle pour créer des synergies locales dans la gestion holistique des situations et accélérer l'atteinte des résultats concernant les différentes cibles des Programmes de nutrition (PTF nutrition); La responsabilisation des personnes désignées dans la communauté pour la délivrance de services au bénéfice des communautés favorise l'adhésion et la confiance de la population à ces services (FRANC, etc.). Le renforcement du plaidoyer dans les secteurs sensibles à la nutrition pour une plus grande intégration de ce domaine dans leur planification.</p>

## Principales contributions des Nations Unies aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

### Contributions au Processus 1

*Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun*

- Membres du CONNAPE - Rencontre trimestrielles des PTF - Rencontres du Comité technique du CONNAPE - African Leader for Nutrition (ALN)

### Contributions au Processus 2

*Garantir un cadre politique et juridique cohérent*

- Plan d'action Multisectoriel pour la nutrition 2018-2025 - CPU du système des nations unies prenant en compte la nutrition - Renforcement des capacités du Secrétariat Technique Permanent pour la conduite de l'étude du coût de la faim en Afrique, - Participation à l'élaboration de la Note de politique d'allaitement et du Plan stratégique multisectoriel de l'allaitement

### Contributions au Processus 3

*Aligner les actions sur des résultats communs*

- Appui technique et financier pour la mise en place de la plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition (PNMIN) : UNICEF et Union Européenne - Continental nutrition accountability score card (BAD) - Appui technique et financier dans la mise en œuvre des projets de la Nutrition et du Développement de la Petite Enfance avec un financement de la Banque Mondiale, - Contribution à la mise en place du Centre d'Excellence Régional de lutte contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM). - Appui technique et financier pour l'analyse de la qualité des données de nutrition

### Contributions au Processus 4

*Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources*

- Mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du Plan - L'appui financier des partenaires sur la période 2016- 2018 s'élève à 101,59 milliards soit un taux de réalisation de 25,34% sur les intentions de financement déclaré de 401 milliards de FCFA.

## Universités et instituts scientifiques et de recherche

1.	<p>Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel les universités et les instituts scientifiques et de recherche coordonnent leurs actions de nutrition ?</p> <p><b>Oui</b></p>
2.	<p>Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?</p> <p>- Le Réseau Académie Recherche pour la Nutrition et l'Alimentation (RARENA)</p>
3.	<p>If yes, what is the name and contact details of the convener</p> <p><b>Name:</b> Dr ZENGBE Petronille épouse ACRAY, Directrice Générale de la Recherche et de l'Innovation du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique Cel : (+225) 47-71-00-71 <b>Email:</b> petronille.acray@gmail.com</p>
4.	<p>Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec les universités et les instituts scientifiques et de recherche ?</p> <p><b>N/A</b></p>
5.	<p>Merci de fournir plus d'informations :</p>
6.	<p>Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)</p> <p>Redynamisation du réseau RARENA (organisation de plusieurs réunions du réseau, participation aux activités du CONNAPE). Rédaction des textes des statuts et règlement intérieur.</p>

## Principales contributions des universités et instituts scientifiques et de recherche aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

### **Contributions au Processus 1**

*Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun*

- Le réseau est membre du comité technique du CONNAPE ; - Organisation des rencontres de RARENA.

### **Contributions au Processus 2**

*Garantir un cadre politique et juridique cohérent*

- Le Plan d'action de RARENA est disponible ; - Elaboration des Statuts et Règlement intérieur de RARENA.

### **Contributions au Processus 3**

*Aligner les actions sur des résultats communs*

- Le Plan d'action du RARENA est partie intégrante du PNMN précisément au niveau de l'AXE 4 et 7

### **Contributions au Processus 4**

*Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources*

- Participation à la table ronde pour le financement de PNMN - Participation au chiffrage des différents Plans qui émanent du PNMN - Participation aux études.

Progrès des priorités passées		
#	Progrès des priorités passées	Yes/ No/ In progress
1.	N/A	N/A
2.	N/A	N/A
3.	N/A	N/A
4.	N/A	N/A
5.	N/A	N/A
6.	N/A	N/A

## Soutien fourni pour répondre aux priorités

1.	How did stakeholders (the Government, the UN, civil society organisations, donors, private sector, etc.) contribute to meeting these priorities? Please explain:
2.	<p>Avez-vous reçu une assistance technique interne (par l'intermédiaire de prestataires de services techniques nationaux) pour répondre à ces priorités ?</p> <p style="text-align: center;"><b>N/A</b></p>
3.	If yes, who supported you and how did they support you? Please explain:
4.	<p>Avez-vous reçu une assistance technique externe (demandée par l'intermédiaire du système de soutien mondial du Mouvement SUN) pour répondre à ces priorités ?</p> <p style="text-align: center;"><b>N/A</b></p>
5.	If yes, who supported you and how did they support you? Please explain:

## Priorités pour 2019-2020

Indiquez ici les principales priorités de la plateforme multi-acteurs pour 2019-2020 (maximum de six)

#	Priority
1.	Lancement de la campagne médiatique sur l'allaitement et la stimulation précoce
2.	Lancement de la politique de la petite enfance
3.	Evaluation de la situation nutritionnelle
4.	Traçage des dépenses
5.	Lancement officiel au niveau région du PNMDPE
6.	Finaliser le processus d'adhésion des Etats au CERFAM par le biais de l'Union Africaine

## Soutien nécessaire pour répondre aux priorités de 2019-2020

1.	Envisagez-vous de demander une assistance technique (interne ou externe) pour répondre à ces priorités ?
	N/A
2.	If yes, whose support you will be seeking and for what? Please explain:

## Résumé des priorités

Veillez décrire les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en lien avec vos priorités de l'année passée (avril 2018 - avril 2019) et l'avenir.



## Planification de mesures et d'interventions d'urgence

1.	Au cours de la période de ce rapport (d'avril 2018 à avril 2019), le pays a-t-il dû faire face ou répondre à une situation de crise humanitaire ?
	<input type="checkbox"/> N/A
2.	If yes, what was the type of emergency
	<input type="checkbox"/>
3.	And what was the duration of this emergency? Please explain:
4.	Le pays dispose-t-il d'un plan national de mesures et d'interventions d'urgence ?
	<input type="checkbox"/> N/A
5.	Si la réponse est oui, est-ce que ce plan prévoit des actions et des indicateurs nutritionnels (spécifiques et contribuant à la nutrition) ?
	<input type="checkbox"/> N/A

## Planification de mesures et d'interventions d'urgence

6.	Un continuum de la bonne nutrition (allant des mesures d'urgence pour sauver des vies à la planification d'un développement à long terme) est-il discuté au sein de la plateforme multi-acteurs ?
	N/A
7.	La plateforme multi-acteurs s'assure-t-elle de la participation des parties prenantes pertinentes, notamment des acteurs humanitaires et de ceux contribuant à la résilience ou à la prévention des risques liés aux catastrophes ?
	N/A
8.	If yes, which stakeholders are included? Please explain:
9.	Le point focal SUN, ou un autre représentant de la plateforme multi-acteurs, participe-t-il aux systèmes nationaux de coordination des interventions humanitaires déjà en place ?
	N/A
10.	Informations complémentaires : fournissez des informations complémentaires qui vous semblent importantes pour le travail de la plateforme multi-acteurs en temps de crise.

## Égalité de genre et autonomisation des femmes et des filles

1.	L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles sont-ils considérés comme des priorités dans le cadre du travail de la plateforme multi-acteurs
	Oui
2.	La parité hommes-femmes (pas moins de 40 % de femmes ou d'hommes) est-elle atteinte au sein de la plateforme multi-acteurs ?
	N/A
3.	Y a-t-il un ministère ou un département chargé de la condition féminine / de l'égalité des genres dans le pays membre de la plateforme multi-acteurs ?
	Oui
4.	If yes, what is the name of this Ministry or Department? Please explain:
	Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant
5.	If not a part of the multi-stakeholder platform, how do you engage with this Ministry or Department? Please explain:
6.	La plateforme multi-acteurs collabore-t-elle avec d'autres acteurs non gouvernementaux œuvrant en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes ?
	Oui
7.	Si la réponse est oui, qui sont ces acteurs ?

## Égalité de genre et autonomisation des femmes et des filles

8.	La plateforme multi-acteurs a-t-elle des informations au sujet de l'état nutritionnel des femmes, des hommes et des adolescents (filles et garçons) dans le pays afin de mieux répondre à leurs besoins ?
	Oui
9.	Y a-t-il eu une analyse ou un inventaire des réglementations, lois et politiques de nutrition existantes tenant compte du genre ?
	Oui
10.	Le plan ou la stratégie nutritionnels multi-acteurs et multisectoriels tiennent-ils compte de l'égalité des genres par des actions et des indicateurs dans ce domaine ?
	Oui
11.	Existe-t-il, dans votre pays, une stratégie ou une politique d'égalité des genres ?
	Oui
12.	Si la réponse est oui, cette politique ou stratégie tiennent-elles compte des problèmes de nutrition, par des actions et des indicateurs dans ce domaine ?
	Oui
	What actions, such as advocacy, have been implemented by the multi-stakeholder platform in 2018-2019 to ensure gender equality and the empowerment of women and girls? Please explain:
13.	Des plaidoyers à l'endroit des donateurs et le SNU ont été faits afin de les engager dans l'appui technique et le financement des actions dédiées (révision du document de politique genre et élaboration de la stratégie d'autonomisation de la femme) Des plaidoyers à l'endroit du Gouvernement ont conduit à la révision du code des personnes et des familles en 2018 et l'adoption en 2019 de 04 projets de lois relatifs à _Ces différentes modifications ont pour objet de conformer la loi sur le mariage à la Constitution du 08 novembre 2016, notamment en améliorant et assurant un meilleur équilibre des rapports des conjoints, de lutter contre le mariage précoce. _En somme, le projet de loi sur le mariage renforce l'égalité entre l'homme et la femme dans le lien matrimonial.

## Systemes alimentaires durables et sensibles à la nutrition

1.	<p>En plus de la plateforme multi-acteurs pour la nutrition, existe-t-il, dans le pays, d'autres mécanismes et plateformes multi-acteurs sur la sécurité et les systèmes alimentaires ?</p> <p><b>Oui</b></p>
2.	<p>If yes, what is this platform or mechanism called and who is a part of this platform? Please explain:</p> <p>- Dispositif de Suivi de la Situation Alimentaire (DISSA) mis en place par arrêté interministériel n° 250/MINADER/MIRAH/MSHP/MPMBPE/MPMEF du 19 juin 2014 (voir arrêté joint)</p>
3.	<p>Si la réponse est oui, la plateforme multi-acteurs pour la nutrition travaille-t-elle en étroite collaboration avec ce mécanisme de système ou de sécurité alimentaire ?</p>
4.	<p>Les principaux acteurs des systèmes alimentaires (y compris le secteur privé) sont-ils membres de la plateforme multi-acteurs pour la nutrition ?</p> <p><b>Oui</b></p>
5.	<p>If yes, which stakeholders participate? Please explain:</p> <p>Le dispositif de Suivi de la Situation Alimentaire en Côte d'Ivoire, en vue de la prévention et de la gestion des crises alimentaires, en abrégé « DISSA a pour principales missions d'évaluer de façon précise et régulière la situation alimentaire aux niveaux local et national, d'identifier les zones à risques et les populations vulnérables et de définir les actions à mettre en œuvre pour éviter une crise alimentaire ou encore d'en limiter l'ampleur. Les principaux acteurs du DISSA qui sont membres du CONNAPE sont : - Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural - Le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, - Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, - Le Ministère auprès du Premier Ministre, charge du budget et du portefeuille de l'Etat, - Le Ministère auprès du premier ministre, charge de l'Economie et des Finances - Le Ministère du Commerce - L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en Côte d'Ivoire ; - Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) en Côte d'Ivoire</p>
6.	<p>If not, which stakeholders should be more involved? Please explain:</p>
7.	<p>Y a-t-il actuellement des mesures prises en faveur de l'instauration de politiques ou de la promulgation de lois visant à renforcer les systèmes alimentaires favorables à des régimes alimentaires sains et à une bonne nutrition ?</p> <p><b>Oui</b></p>

## Systemes alimentaires durables et sensibles à la nutrition

8.	Si la réponse est oui, quels types de politiques ou de lois ?
9.	<p>Des investissements ou des programmes de grande envergure visant à améliorer la productivité et la pérennité des systèmes alimentaires ont-ils été mis en place dans votre pays ?</p> <p><b>Oui</b></p>
10.	<p>If yes, which ones? Please explain</p> <p>Le Projet d'Appui au Développement des filières Manioc et Maraichers en Côte d'Ivoire (PRO2M) financé par l'Union Européenne, vise la promotion des filières manioc et maraichers plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois maîtrisant sa production et sa commercialisation. Il a été conçu pour apporter des réponses à plusieurs préoccupations à la fois. Il s'agit : (i) d'apporter un appui à la production vivrière à travers la mise à disposition de matériels et d'intrants agricoles ; (ii) d'aménager des périmètres irrigués afin d'assurer la disponibilité et la régularité des productions vivrières et maraichères ; (iii) d'améliorer les conditions de commercialisation du manioc et des produits maraichers ; (iv) de promouvoir la mécanisation et la transformation du manioc ; (v) d'améliorer le statut nutritionnel des populations. • Le Projet de Pôle Agro-industriel dans la région du Bélier (2PAI-Bélier) cofinancé par l'Etat de Côte d'Ivoire et la Banque Africaine de Développement, devrait permettre, à travers une approche innovante, d'asseoir les conditions préalables à l'émergence d'un pôle Agro-industriel comme première agropole pour la transformation et la modernisation de l'agriculture ivoirienne au Centre du pays. Le Projet d'appui à la relance des filières agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI) financé par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du C2D, assure un soutien aux filières vivrières (maïs, soja, maraichage, porc et pisciculture) dans les étapes de production, de commercialisation et de structuration, en ciblant plus particulièrement les jeunes et les femmes au sein des groupements villageois. • Le Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM et PROPACOM Ouest) financé par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), vise à soutenir l'amélioration de l'offre en produits vivriers et la valorisation de ses produits. • Le Projet d'Appui aux Infrastructures Agricoles dans la région de l'Indénié-Djuablin (PAIA-ID) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), met en œuvre un certain nombre d'activités dont la réhabilitation des pistes rurales, la construction de centres de groupage de vivriers, la construction de centres de collecte, la réhabilitation de marchés ruraux et la mise en place d'un bureau de vente de produits vivriers. Une deuxième phase se ciblera plus sur la chaîne des valeurs des filières vivrières et s'étendra sur la région du Bélier et la zone Nord</p>
11.	<p>Ces programmes ont-ils été conçus pour contribuer à des régimes alimentaires plus sains et à une bonne nutrition ?</p> <p><b>Oui</b></p>
12.	<p>Ces programmes sont-ils intégrés au Cadre commun de résultats ou en phase avec ce dernier ?</p> <p><b>Oui</b></p>

## Plaidoyer et communication

1.	La plateforme multi-acteurs dispose-t-elle d'une stratégie ou d'un plan de communication et / ou de plaidoyer ?
	Oui
2.	Si la réponse est oui, quels sont les objectifs de cette stratégie ?
3.	Travaillez-vous avec les médias pour porter haut et fort les messages clés, sensibiliser le public et/ou réclamer que soient prises des mesures en faveur de la nutrition ?
	Oui
4.	Si la réponse est oui, avec qui collaborez-vous ?
5.	Les parlementaires travaillent-ils avec la plateforme multi-acteurs ?
	Oui
6.	Has a parliamentary network for nutrition been established? Yes/No
	Oui
7.	La plateforme multi-acteurs a-t-elle désigné des ambassadeurs de la nutrition
	Non
8.	Si la réponse est oui, merci d'indiquer leur nom et le poste qu'ils occupent :
9.	Avez-vous créé des supports ou du contenu de communication en lien avec l'approche du mouvement SUN et / ou ses réalisations dans le pays ?
	N/A

## Plaidoyer et communication

10.	Utilisez-vous des supports de communication du Mouvement SUN pour soutenir les campagnes de plaidoyer dans votre pays ?
	Oui
11.	Si la réponse est oui, quels sont les contenus que vous utilisez généralement :
12.	Si la réponse est non, pourquoi n'en utilisez-vous pas ?
13.	Des évènements de haut niveau sur la nutrition ont-ils été organisés pendant la période dont il est ici question (avril 2018 à avril 2019) ?
	N/A
14.	Si oui, merci de fournir plus d'informations :
15.	Des évènements de haut niveau sont-ils prévus pour la période à venir (avril 2019 à avril 2020) ?
	N/A
16.	Si oui, merci de fournir plus d'informations :
17.	Avez-vous déjà reçu une aide technique pour la communication et les campagnes de plaidoyer ?
	N/A
18.	Si oui, merci de fournir plus d'informations :
19.	Souhaiteriez-vous intensifier la communication et les campagnes de plaidoyer mais estimez ne pas avoir la capacité, les ressources et les connaissances pour le faire ?
	N/A